

Dans les pays pauvres, « une superficie équivalant à celle de Paris est vendue à des investisseurs étrangers toutes les dix heures »

Les superficies acquises depuis dix ans par des investissements étrangers dans les pays du Sud permettraient de nourrir un milliard d'humains, autant que de personnes souffrant de la faim dans le monde, assure l'organisation Oxfam. Or, « *plus des deux tiers des transactions étaient destinées à des cultures pouvant servir à la production d'agro-carburants comme le soja, la canne à sucre, l'huile de palme ou le jatropha* », indique-t-elle jeudi dans son rapport « Notre terre, notre vie. Halte à la ruée mondiale sur les terres ». Oxfam précise également que les superficies concernées équivalent à plus de trois fois la taille de la France, ou huit fois celle du Royaume-Uni, à 60 % dans des régions « *gravement touchées par le problème de la faim* ».

Le phénomène atteint de telles proportions que dans les pays pauvres, « *une superficie équivalant à celle de Paris est vendue à des investisseurs étrangers toutes les dix heures* ». Au Liberia, sorti en 2003 de plus de vingt ans de guerre, « *30 % du territoire national a fait l'objet de transactions foncières en seulement cinq ans* » et au Cambodge, les ONG estiment que « *56 % à 63 % des terres arables ont été cédées à des intérêts privés* ». L'accaparement de terres a été dopé par la flambée des cours des matières premières agricoles, au point que « *les transactions foncières ont triplé lors de la crise des prix alimentaires en 2008 et en 2009* », note encore Oxfam. Après la nouvelle flambée des cours en août et les perspectives déficitaires en céréales pour l'année, Oxfam réclame des « *mesures urgentes pour désamorcer la menace d'une nouvelle vague d'accaparements de terres* ». La Banque mondiale (BM), notamment, doit consentir « *un gel pour six mois de ses investissements dans des terres agricoles* » des pays en développement, le temps d'adopter « *des mesures d'encadrement plus rigoureuses pour prévenir l'accaparement des terres* ».

Pour Jeremy Hobbs, directeur général d'Oxfam, « *la BM est la mieux placée pour éviter que ce phénomène ne devienne l'un des plus grands scandales du XXI^e siècle* ». Il souhaite qu'à l'occasion de son assemblée annuelle, à Tokyo, du 12 au 14 octobre, la BM « *envoie aux investisseurs du monde entier un signal fort selon lequel ils doivent mettre fin à l'accaparement des terres* » et veille à améliorer la transparence des transactions foncières, en accord avec les communautés concernées.

Le rapport « Notre terre, notre vie. Halte à la ruée mondiale sur les terres » est à consulter absolument sur notre base « Ressources », rubrique Divers, International, Documents, dossiers, études et analyses, Oxfam, rapports.